

Refonte des sites internet de l'université Marie et Louis Pasteur









Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° CCAP n°25.012 du 15/05/2025





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Intervenants	4
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
5.1. Prix du contrat	7
5.2. Conditions de paiement	7
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
6.1. Vérification des prestations	8
6.2. Autres stipulations	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
7.1. Obligations courantes du titulaire	9
7.2. Obligations liées à la sécurité	11
8. LITIGE ET SANCTIONS	12
8.1. Pénalités	12
8.2. Autres stipulations	12
9. FIN DU CONTRAT	14

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Refonte des sites internet de l'université Marie et Louis Pasteur
 Acheteur	Université Marie et Louis Pasteur
 Type de contrat	Appel d'offres ouvert
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Tous sites
 Développement durable	Critère de sélection en faveur de l'environnement
 Variation des prix	Fixe
 Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé selon un appel d'offres (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG de Techniques de l'information et de la communication du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur la prestation suivante : **Refonte des sites internet de l'université Marie et Louis Pasteur**

Le présent marché concerne la fourniture, le paramétrage et l'installation d'une solution de gestion de contenu internet ainsi que ses prestations d'accompagnement (Formation, documentation, maintenance) pour la mise en œuvre du site.

■ **Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution de la prestation est : Université Marie et Louis Pasteur

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement : (imprimé type ATTRI 1) et les annexes 1 à 5 à l'acte d'engagement relative au SAV, à la formation et à la maintenance et développement durable sont à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché
- CCAP n°25.012 : Cahier des clauses administratives particulières
- RC : Règlement de la Consultation.
- CCTP : Cahier des clauses techniques particulières
- L'offre technique du titulaire
- Planning d'exécution de la mission par phases (fourni par le candidat)

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **université Marie et Louis Pasteur**, représenté par

M. Hugues DAUSSY, Président de l'université Marie et Louis Pasteur

Adresse et coordonnées :

Direction des Affaires Financières (DAF)
Représentant : Hugues DAUSSY, Président
Adresse : 1, Rue Goudimel
25030 Besançon
Courriel : Service.marches@univ-fcomte.fr
Site internet : <http://www.univ-fcomte.fr/>

Comptable assignataire des paiements :

Agent comptable de l'université Marie et Louis Pasteur
Madame Karine SABY-LAUDIJOIS
Adresse : 1, Rue Goudimel
25030 Besançon
karine.saby-laudijois@univ-fcomte.fr

Réfèrent administratif :

Madame Sylvie SIGNORET
Rédactrice de marchés publics
03.81.66.59.02
Service.marches@univ-fcomte.fr

Référent technique lot 1 :

Madame Fanny AJAK
Cheffe de projet communication
fanny.ajak@univ-fcomte.fr

Madame Cecilia VEJUX
Chargée de communication
digitale
03 81 66 58 20
cecilia.vejux@univ-fcomte.fr

Monsieur Bruno COSTANTINI
Directeur des systèmes d'
information et du numérique
(DSIN)
bruno.costantini@univ-fcomte.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Ce marché ne sera pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Art. L 2113-10 du code de la commande publique

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Formation :

L'offre pour le lot 1 devra inclure une formation pour 30 personnes décrite dans l'annexe 4. Cette formation se fera à la réception de la prestation, et devra porter sur l'utilisation et la compréhension des 17 sites internet.

Le coût de ces formations sera inclus dans l'offre du candidat et ne pourra pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

Le candidat devra livrer le site internet mère, l'Actu et la plateforme admission impérativement avant le **1^{er} juin 2026**.

Le candidat devra livrer les sites internet des composantes, services et laboratoire avant le **1^{er} janvier 2027**

■ Délais et modalités de la maintenance et SAV :

Les prestations acquises au titre du présent marché seront accompagnées d'une maintenance évolutive (main d'œuvre et déplacements sur site) de 3 ans à compter de la livraison définitive des prestations par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC.

Les modalités et cout de la maintenance seront indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.



Le démarrage du délai de maintenance intervient au jour de la livraison définitive des prestations, objet du présent marché.

Le dépannage se fera sur simple appel téléphonique de la Personne publique. La période d'appel s'étendra aux jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

La maintenance couvre l'ensemble des prestations faisant l'objet du présent marché à compter de la date de mise en service. Les délais de maintenance devront être précisés par le candidat dans l'acte d'engagement.

Le prestataire fera le nécessaire pour que la maintenance soit libellée au nom de l'Université Marie et Louis Pasteur et qu'elle soit actée.

Les conditions de maintenance de l'Université Marie et Louis Pasteur en cas de panne ou dysfonctionnement, devront être précisées dans le mémoire technique.

Les candidats devront préciser dans les **annexes 1 à 3** :

Maintenance préventive, corrective et évolutive :

Nombre de visites de maintenance préventive nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement (pendant les périodes de garantie et hors garantie)

Coûts de la maintenance annuelle hors période de garantie (taux horaire, coût du déplacement).

Maintenance corrective :

Conditions offertes (possibilité de prise en main des sites à distance, hotline, ...) en précisant le coût d'une intervention corrective (hors de la période de garantie), et le délai standard d'intervention

Support technique

Les jours et heures d'ouverture du site assurant le SAV

Les délais d'intervention et de rétablissement, devront être indiqués et devront être les plus courts possibles ; Un technicien devra être disponible sous 48h (sur site ou à distance) à compter de l'appel téléphonique signalant la panne. Le titulaire s'engage à communiquer clairement dans le mémoire technique, les coordonnées du service chargé de prendre en compte la demande d'intervention.

Conditions de la maintenance :

Au titre de cette maintenance, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les parties défectueuses, avec rétablissement des prestations **dans un délai de 15 jours maximum.**

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une assistance technique téléphonique en langue française ou anglaise.

Le titulaire garantit qu'il interviendra en cas d'anomalie et/ou de défaillance, quelle que soit la nature de cette anomalie ou défaillance et sans qu'il soit nécessaire pour l'Université d'en déterminer l'origine, à l'exception du cas où cette dernière résulterait du fait dument constaté de la personne publique ou d'un tiers.

En cas de non-respect par le titulaire de ces dispositions, entraînant une indisponibilité et /ou un dysfonctionnement des services de l'Université, des pénalités seront dues dans les conditions prévues à l'article 8 du présent document.

➤ **Le candidat devra obligatoirement remplir les annexes 1 à 3 à l'acte d'engagement.**

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Le présent marché est traité à prix **forfaitaire**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de stockage et assurance ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Adresse de remise des demandes de paiement :**

La facture électronique est obligatoire. Les factures sont à déposer sur la plateforme **CHORUS**.
Numéro de SIRET unique de l'université Marie et Louis Pasteur : 938 106 564 00017
Code service : 921 et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.

■ **Périodicité des paiements :**

La périodicité des paiements est la suivante :

Phase 1 : Commencement d'exécution – Présentation des prestations réalisées	20 % du montant de l'offre de base
Phase 2 : Validation du design des sites web	15 % du montant de l'offre de base
Phase 3 : Validation de la livraison du site mère de l'Université Marie et Louis Pasteur et du blog l'Actu	15 % du montant de l'offre de base
Phase 4 : Validation de la livraison des sites des composantes, services	15% du montant de l'offre de base
Phase 5 : Validation de la livraison du site formation	15 % du montant de l'offre de base
Vérification de la solution finale	20 % du montant de l'offre de base

■ **Délai de paiement :**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC, et dans un délai global de paiement de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s) ou de la date de service fait si la facture est transmise avant exécution de la prestation.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification :**

Le Titulaire met à la disposition de l'Université Marie et Louis Pasteur une version des prestations livrées sur une plate-forme de test pour effectuer au terme de la phase de développement la recette fonctionnelle

globale des sites.

Une fois la recette globale prononcée, le prestataire prend en charge le transfert de cette version sur la plate-forme d'exploitation pour permettre la mise en ligne du contenu.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Le délai qui est imparti à l'Université Marie et Louis Pasteur pour procéder à ces opérations de vérification est de 30 jours à compter du jour de la mise en ordre de marche par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-TIC, le Titulaire n'est pas avisé des jours et heures fixés pour ces vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, l'Université Marie et Louis Pasteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai de 30 jours précités, la décision d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, l'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, à la date d'expiration du délai de 30 jours mentionné ci-dessus.

En cas d'ajournement, la nouvelle présentation du matériel, après intervention du Titulaire consiste en une nouvelle mise en service notifiée au Service de la Communication, qui en accuse réception. L'Université Marie et Louis Pasteur procède à nouveau aux opérations de vérification.

Lorsque les prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au Titulaire avant l'admission sont restituées à l'Université Marie et Louis Pasteur.

6.2. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par signature par les deux parties d'un avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur.

■ Marchés complémentaires

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans la limite définie par l'article R 2122-4 du code de la commande publique. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser **trois (3) ans**.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme

de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. (Art R2193-1 à R2193-4)

A cette fin, le candidat joint à son offre le dossier de présentation du ou des sous-traitant(s) ou acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

Si, au cours de l'exécution du marché, le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit constituer un dossier de présentation du sous-traitant. Cette sous-traitance doit obtenir du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Selon les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme

présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Dès réalisation de la prestation, le titulaire s'engage à détruire ces documents (originaux et traduction) et toute reproduction qu'il aura pu en faire, sous quelque forme et/ou quelque support que ce soit.

■ **Secret professionnel**

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Montant de la pénalité
Pénalité de retard	Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le Titulaire encourt lorsque les délais contractuels sont dépassés, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante : $P = V \cdot R / 250$, dans laquelle : P= le montant de la pénalité ; V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité (valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable) ; R= le nombre de jours calendaires de retard.
Mauvaise exécution ou exécution partielle des prestations (non réponses aux réclamations après un délai de 5 jours ouvrés, mauvaise qualité...) ou d'une clause contractuelle	100 € HT par manquement
Manquement à l'accès aux documentations liées au projet et le suivi de l'ensemble des tâches en cours	100 € HT par manquement

8.2. Autres stipulations

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-TIC s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreetts.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 42.1 du CCAG-TIC. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 39 à 46 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

■ **Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation des marchés à bons de commandes et des accords-cadres passés dans minimum ne donne pas droit à indemnisation, car l'administration ne s'est engagée sur aucun montant de commande.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif
30 rue Charles Nodier
25000 BESANCON
Téléphone : 03.81.82.60.00
Greffe.ta-besancon@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif.

L'ensemble des livrables réalisés dans le cadre du présent marché (code source, design, templates, modules spécifiques, documentation, etc.) deviendra par propriété exclusive de l'Université Marie et Louis Pasteur à l'issue de la prestation, dès paiement du solde.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG.

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG.

La rubrique *Opération de vérification* de l'article 6.1 du contrat déroge aux articles 30.3 et 33.2.2 du CCAG.

La rubrique *Délais et modalités de la maintenance et SAV* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 36.1 du CCAG.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG FCS du 30 mars 2021](#)